

CONTACT PRESSE: press@worldjusticeproject.org

Le Cameroun se classe 134^e sur 140 dans l'Indice sur l'État de Droit

- L'*Indice sur l'État de Droit du WJP® 2022* constate que l'état de de droit a connu un déclin à l'échelle mondiale pour la 5^{ème} année consécutive
- Les tendances vers l'autoritarisme et quelques pressions liées à la pandémie se poursuivent dans la majorité des pays
- Le score du Cameroun a augmenté, et le pays se classe 33^e sur 34 dans la région

WASHINGTON (26 octobre 2022) – Pour la cinquième année consécutive, l'état de droit a connu un déclin à l'échelle mondiale, selon l'[Indice sur l'État de Droit du World Justice Project \(WJP\)® 2022](#), publié aujourd'hui.

Les données originales du World Justice Project, provenant de 140 pays et juridictions, montrent que le respect de l'état de droit a baissé dans 61% des pays cette année.

Cependant, le Cameroun fait partie de la minorité des pays dont le score de l'Indice sur l'État de Droit a augmenté cette année.

À l'échelle mondiale, 4,4 milliards de personnes vivent dans un pays où l'état de droit a connu un déclin au cours de la dernière année.

« Nous sortons de la pandémie, mais la récession mondiale de l'état de droit continue, » dit Elizabeth Andersen, directrice exécutive du [World Justice Project](#) (WJP). « En son cœur, l'état de droit est une question d'équité—c'est-à-dire de responsabilité, d'égalité des droits et de justice pour tous—et un monde moins juste est forcément plus instable. »

Les données de l'Indice montrent que les tendances vers l'autoritarisme, qui précèdent la pandémie—telles que l'affaiblissement des contrôles sur le pouvoir exécutif et la multiplication des attaques contre les médias—continuent de dégrader l'état de droit à travers le monde.

Cependant, les déclinés sont moins généralisés et extrêmes qu'au cours de la dernière année, quand les confinements liés à la COVID ont considérablement perturbé les systèmes judiciaires et les gouvernements ont exercé des pouvoirs d'urgence réduisant les libertés civiles et contournant les mécanismes de responsabilité.



www.worldjusticeproject.org



@TheWJP



/thewjp



/worldjusticeproject

L'État de Droit au Cameroun

Le score total du Cameroun a augmenté de 1% dans l'Indice de cette année. Le pays se classe 134^e sur 140 pays au niveau mondial, montant de trois positions depuis l'année dernière.

Au niveau régional, le Cameroun se classe 33^e sur 34 pays dans la région Afrique subsaharienne.* Dans la région, le pays le plus performant est le Rwanda (classé 42^e sur 140 globalement), suivi de la Maurice et de la Namibie. Les trois pays ayant les scores les plus bas de la région sont la Mauritanie, le Cameroun et la République Démocratique du Congo (137^e globalement).

Au cours de la dernière année, les scores de 20 des 34 pays ont baissé en Afrique subsaharienne. De ces 20 pays, 15 avaient également diminué l'année précédente.

Parmi les pays à revenu intermédiaire inférieur, le Cameroun se classe 35^e sur 38.**

Les classements et tendances mondiales

À l'échelle mondiale, le pays le mieux classé dans l'*Indice sur l'État de Droit du WJP 2022* est le Danemark, suivi de la Norvège, la Finlande, la Suède et les Pays-Bas. Le pays le moins bien classé est le Venezuela, suivi du Cambodge, de l'Afghanistan, de la République Démocratique du Congo et de Haïti.

L'[Indice sur l'Etat de Droit du WJP®](https://www.worldjusticeproject.org) est la principale source de données originales et indépendantes sur l'état de droit. Il s'appuie sur les sondages approfondis auprès plus de 154,000 ménages et de 3,600 juristes et d'experts afin de mesurer l'état de droit à travers huit facteurs: Contraintes aux Pouvoirs de Gouvernement, Absence de Corruption, Gouvernement Ouvert, Droits Fondamentaux, Ordre et Sécurité, Application des Règlements, Justice Civile et Justice Criminelle. Les scores de facteur sont moyennés pour attribuer un score global d'état de droit à chaque pays.

Les déclin les plus prononcés se retrouvent dans les facteurs de l'Indice associés à la montée de l'autoritarisme et la dégradation de l'état de droit à long terme. Cette année, le respect des droits fondamentaux a connu un déclin dans les deux tiers des pays. Les contrôles sur les pouvoirs gouvernementaux—telle que la surveillance par le système judiciaire, le législatif et les médias—ont chuté dans 58% des pays cette année.

L'autre facteur à l'origine des déclin globaux de cette année est la Justice Civile, en grande partie en raison des délais persistants associées à la pandémie, de la faible application des lois et de la discrimination croissante dans le système judiciaire. Les scores de ce facteur ont chuté dans 61% des pays cette année.



Classement Cameroun sur l'Indice sur l'État de Droit du WJP

Classement global: 134 / 140

Classement régional: 33 / 34

Classement par facteur:

FACTEUR	CLASSEMENT MONDIAL	CLASSEMENT REGIONAL *	CLASSEMENT REVENU**
Contraintes aux Pouvoirs du Gouvernement	122/140	29/34	27/38
Absence de Corruption	138/140	33/34	37/38
Gouvernement Ouvert	132/140	32/34	33/38
Droits Fondamentaux	126/140	30/34	31/38
Ordre et Sécurité	135/140	31/34	36/38
Application des Règlements	120/140	24/34	28/38
Justice Civile	122/140	28/34	29/38
Justice Criminelle	133/140	34/34	32/38

(1 correspondant à la meilleure performance dans le classement de l'Indice sur l'État de Droit du WJP)

Pour voir la performance du Cameroun à travers tous les 44 sous-facteurs mesurés par l'Indice, visitez:

www.worldjusticeproject.org/rule-of-law-index/country/2022/Cameroon/

Découvrez les classements complets et les conclusions de l'Indice sur l'État de Droit du World Justice Project (WJP) 2022 sur: www.worldjusticeproject.org/rule-of-law-index/.

###

- Accédez à l'Indice sur l'État de Droit 2022 complet et au livret « Insights » [ici](#).
- Retrouvez les graphiques (classements régionaux, classements globaux et cartes comparatives) [ici](#).
- Retrouvez 140 communiqués de presse organisés par région [ici](#).

CONTACT PRESSE ET DEMANDES D'ENTRETIENS

press@worldjusticeproject.org



www.worldjusticeproject.org



@TheWJP



/thewjp



/worldjusticeproject

À PROPOS DE L'INDICE SUR L'ÉTAT DE DROIT DU WJP:

L'[*Indice sur l'Etat de Droit du WJP®*](#) est la principale source de données originales et indépendantes sur l'état de droit. L'Indice couvre maintenant 140 pays et juridictions, et s'appuie sur plus de 154,000 sondages auprès des ménages et 3,600 sondages auprès de juristes et d'experts afin de mesurer comment l'état de droit se vit et se perçoit à travers le monde. L'Indice fournit des informations actualisées et fiables aux décideurs politiques, aux organisations de la société civile, aux universitaires, aux citoyens, et aux juristes, parmi d'autres, et a été créé dans l'intention d'encourager des réformes politiques, de guider le développement de programmes et d'informer la recherche afin de consolider l'état de droit.

À PROPOS DU WORLD JUSTICE PROJECT:

Le World Justice Project (WJP) est une organisation indépendante et pluridisciplinaire impliquée dans le développement de l'état de droit à travers le monde. L'état de droit permet de limiter la corruption, de combattre la pauvreté et la maladie et protège les populations des injustices, qu'elles soient à petite ou grande échelle. Il sert de fondation aux communautés de paix, d'opportunité et d'égalité, en catalysant le développement, l'établissement d'un gouvernement responsable et le respect des droits fondamentaux. Le World Justice Project, définit l'état de droit comme un système durable de lois, d'institutions, de normes et d'engagement communautaire qui produit: un système de responsabilité, des lois justes, un gouvernement ouvert, et une justice accessible. Apprenez-en plus sur nos quatre principes universels et notre travail sur: www.worldjusticeproject.org.

*Les pays et les juridictions étudiés dans la région Afrique subsaharienne: Afrique du Sud, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Kenya, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Nigeria, Ouganda, République Démocratique du Congo, République du Congo, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Tanzanie, Togo, Zambie, Zimbabwe.

** Les Pays et juridictions à revenu intermédiaire inférieur: Algérie, Angola, Bangladesh, Belize, Bénin, Bolivie, Cambodge, Cameroun, Côte d'Ivoire, Égypte, El Salvador, Ghana, Haïti, Honduras, Inde, Indonésie, Iran, Kenya, Maroc, Mauritanie, Mongolie, Myanmar, Népal, Nicaragua, Nigéria, Ouzbékistan, Pakistan, Philippines, République du Congo, République kirghize, Sénégal, Sri Lanka, Tanzanie, Tunisie, Ukraine, Viêt-Nam, Zambie, Zimbabwe.

